

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 ANNECY

Annecy, le 18/07/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 05/07/2024

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DUCRUET MAURICE ET FILS SARL**

Z.A Chaumontet  
74330 Sillingy

Références : 20240705-RAP\_Insp\_DUCRUET\_SILLINGY  
Code AIOT : 0010800237

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2024 dans l'établissement DUCRUET MAURICE ET FILS SARL implanté Z.A Chaumontet 104 route d'Epagny 74330 Sillingy.

Lors de l'inspection du 23 août 2022, il avait été constaté des non-conformités concernant la situation administrative de l'arrosage de grumes (rubrique 1531) et du pompage en nappe (rubrique 1.1.2.0-2° de la nomenclature IOTA) qui avait conduit le préfet à mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative du site sous un délai d'un mois, par arrêté préfectoral portant mise en demeure du 16 janvier 2023.

Le délai étant échu, une visite d'inspection a été menée pour faire le point sur la situation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUCRUET MAURICE ET FILS SARL
- Z.A Chaumontet 104 route d'Epagny 74330 Sillingy
- Code AIOT : 0010800237    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La scierie Ducruet est présente sur le site de Sillingy depuis 1985. D'abord soumise à déclaration pour le travail du bois (récépissé de déclaration du 22 février 1985 pour la rubrique 81B de la nomenclature), elle a par la suite été autorisée à exploiter un bac de traitement du bois par arrêté préfectoral du 2 juin 1992 (arrêté réglementant le fonctionnement de l'ensemble du site et reprenant les activités soumises à déclaration). L'arrosage des grumes semble avoir débuté en 1996. Un puits de pompage dans les eaux souterraines d'une capacité maximale de 9,5 m3/h est pour cela utilisé.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | situation administrative du pompage d'eau | AP de Mise en Demeure du 16/01/2023, article 2  | /                                                                                                   | Amende                                                                                                   | 15 Jours              |
| 3  | analyse des eaux souterraines             | Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 3.8.3 | /                                                                                                   | Demande d'action corrective                                                                              | 1 Mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative de l'arrosage des grumes | Code de l'environnement du 24/08/2022, article L.511-2 | Mise en demeure, dépôt de dossier                                                                   |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le non-respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/01/2023 en ce qui concerne la situation administrative du pompage d'eau en nappe soumis au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0-2° de la nomenclature IOTA. **Par conséquent, l'inspection propose au Préfet de faire application du point II.4 de l'article L.171-8 du code de l'environnement en ordonnant le paiement d'une amende administrative de 1000 euros.**

Il a toutefois été constaté le respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/01/2023 concernant la situation administrative de l'arrosage des grumes soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1531.

Enfin, concernant les rapport d'analyses des eaux souterraines, il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai d'un mois les rapports d'analyses des prélèvements effectués en juin 2024 et les suivants sur le site de télédéclaration GIDAF.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative de l'arrosage des grumes

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/08/2022, article L.511-2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 23/08/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2023</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'article L.511-2 du code de l'environnement soumet les installations classées à un régime de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation. Les installations de stockage de bois par voie humide (immersion ou arrosage) de plus de 1 000 m<sup>3</sup> sont soumises au régime de la déclaration sous la rubrique n° 1531 de la nomenclature des installations classées. Cette rubrique a été créée le 4 avril 2000. Sa création faisait suite à la grande tempête de janvier 2000 ayant conduit à la nécessité de réaliser un nombre important d'aires de stockage arrosées pour les stocks volumineux constitués afin de pouvoir différer leur traitement en scierie.</p> <p><u>article 1 de l'APMD du 16 janvier 2023</u></p> <p>Article 1<sup>er</sup> : Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, le président de la société Ducruet Maurice et fils, dont le siège social est établi au 104 route d'Epagny 74330 Sillingy, est mis en demeure de régulariser la situation administrative du stockage de bois humide que cette société exploite à la même adresse et qui relève du régime de la déclaration (rubrique n° 1531 de la nomenclature des installations classées) en :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Adressant un dossier de porté à connaissance au préfet de la Haute Savoie (Pôle administratif des installations classées 3 rue Paul Guiton 74000 Annecy cedex 9) ; le dossier comportera notamment un descriptif complet du fonctionnement de l'installation et un plan précisant l'emplacement occupé par le dépôt. Il sera accompagné d'un examen point par point de la conformité à l'arrêté ministériel en vigueur à savoir l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1531.</li><li>• Ou cessant l'exploitation de l'entrepôt et en procédant à la remise en état prévue à l'article L-512-12-1 du code de l'environnement.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le jour de la visite un dossier de porté à connaissance au titre de la rubrique 1531 "Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement" réalisé par le bureau d'études AGRESTIS en date du 5 juillet 2024.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

Il a été constaté lors de l'inspection que ce document ne comportait pas de descriptif complet du fonctionnement de l'installation.

Toutefois, il a également été transmis lors de l'inspection deux documents réalisés par le bureau d'études Nicot Ingénieurs Conseils dénommés "NOTE DE CALCUL - CONSOMMATION D'EAU POUR L'ARROSAGE DU PARC A GRUMES\_version01\_07-2024" et "NOTE COMPLÉMENTAIRE - CONSOMMATION D'EAU POUR L'ARROSAGE DU PARC A GRUMES" qui précisent le descriptif de l'installation.

L'étude de ces documents sera réalisée par l'inspection dans un deuxième temps et pourra faire l'objet de demande complémentaire si nécessaire.

L'exploitant a expliqué que l'arrosage des grumes se produisait de mai à octobre et qu'un compteur d'eau a été installé dans la semaine du 5 juillet 2024.

Il a également expliqué que le pompage d'eau était utilisé comme piézomètre.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : situation administrative du pompage d'eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/01/2023, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative - situation administrative du pompage d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, le président de la société Ducruet Maurice et fils, dont le siège social est établi au 104 route d'Epagny 74330 Sillingy, est mis en demeure de régulariser la situation administrative du pompage d'eau que cette société exploite à la même adresse et qui relève du régime de la déclaration (rubrique 1.1.2.0-2° de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement) en :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Adressant un dossier de porté à connaissance au préfet de la Haute Savoie (Pôle administratif des installations classées 3 rue Paul Guiton 74000 Annecy cedex 9) ; le dossier comportera notamment un descriptif complet du fonctionnement de l'installation et un plan précisant l'emplacement occupé par le dépôt. Il sera accompagné d'un examen point par point de la conformité aux arrêtés ministériels en vigueur à savoir l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0.</li><li>• Ou cessant l'exploitation de l'entrepôt et en procédant à la remise en état prévue à l'article L-512-12-1 du code de l'environnement.</li></ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de dossier permettant de régulariser la situation administrative du pompage d'eau.</p> <p>Il a été constaté que le pompage d'eau est toujours utilisé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant n'ayant pas répondu à l'arrêté de mise en demeure datant du 16/01/2023 dans le délai imparti concernant la régularisation de la situation administrative du pompage d'eau vis à vis de la rubrique rubrique 1.1.2.0-2° de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement, il est proposé au Préfet d'ordonner le paiement d'une amende administrative de 1000 euros, en application du point II.4 de l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Amende                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**Proposition de délais : 15 Jours**

### N° 3 : analyse des eaux souterraines

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/12/2005, article 3.8.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - transmissions des résultats                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les résultats des analyses et de la mesure du niveau piézométrique seront transmis à l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement au plus tard 1 mois après leur réalisation.<br><br>Les résultats seront systématiquement accompagnés des commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et le cas échéant, sur les origines d'une pollution constatée et les propositions de traitement éventuel.<br><br>Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b><br><br>Le dernier rapport d'analyses des eaux souterraines transmis à l'inspection date de 2019.<br><br>L'exploitant a bien fait réaliser les analyses des eaux souterraines tous les semestres sur les deux piézomètres du site, il a présenté et transmis, lors de l'inspection, les rapports d'analyses semestriels de 2020 à 2023.<br><br>Jusqu'en 2019, il a expliqué qu'il transmettait ces rapports par fax à l'inspecteur des installations classées mais cela ne fonctionnait plus.<br><br>Depuis l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, les résultats de la surveillance des émissions doivent être transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF).<br><br>Le cadre GIDAF a été créé depuis 2015 mais aucune transmission n'a été faite via ce site de télédéclaration.<br><br>Les droits d'accès au site ont été ouverts par l'inspectrice des installations classées à Monsieur Christian DUCRUET avec comme courriel : scierie@ducruet-bois.com |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Il est demandé à l'exploitant de transmettre dorénavant les rapports d'analyses des eaux souterraines (ceux de l'année 2024 et les suivants) accompagnés des commentaires de l'exploitant sur l'évolution, via le site de télédéclaration GIDAF. L'exploitant devra au préalable créer un compte sur le portail MonAIOT ( <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere</a> ).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois